

Une nouvelle civilisation pour un développement humain durable

Nasser Mansouri-Guilani

Syndicaliste, membre du CES

Dans le contexte de mondialisation, parler du développement humain durable revient en premier lieu à poser la question de la réponse aux besoins de la population mondiale.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, en effet, la mondialisation ne met pas fin à la solidarité des travailleurs. Au contraire, elle étend son champ. La solidarité des travailleurs n'est plus uniquement une question de mœurs. Elle se renforce désormais au travers des processus de production. Et cette nouvelle approche de la solidarité étend l'enjeu de la lutte des classes au-delà des frontières des États-nations, le portant également à l'échelle mondiale.

La compréhension de cette réalité et sa traduction dans des rassemblements et des luttes sociales et politiques demeurent un enjeu majeur pour les travailleurs.

Un impératif de solidarité dans l'espace...

Nous sommes aujourd'hui environ 6,5 milliards d'êtres humains sur la terre. La moitié de cette population vit avec moins de 2 euros par jour pour subvenir à l'ensemble de ses besoins : nourriture, logement, santé, éducation, transport... Un milliard d'individus souffrent de la faim. Autant d'individus n'ont pas accès à l'eau potable...

L'un des faits majeurs de l'évolution de l'économie mondiale au cours des trois dernières décennies aura été l'accroissement des inégalités entre les régions, mais également au sein même de chaque région et de chaque pays. Et

cette inégalité croissante est un des éléments explicatifs de la crise financière et économique qui sévit dans le monde entier depuis 2008 et dont les conséquences sociales, si elles peuvent paraître d'ordre différent, ont les mêmes causes.

En France, par exemple, 500 000 emplois ont été supprimés en 2008 et 2009, et le chômage, la précarité et la pauvreté se sont développés. Au cours de la même période, dans le monde, 100 millions de personnes de plus, soit l'équivalent d'une fois et demie la population française, ont souffert de la faim.

On ne peut relativiser les souffrances des uns—en l'occurrence celles des Français qui ont perdu leur emploi et qui se trouvent en situation de pauvreté—, sous prétexte que les problèmes seraient plus graves ailleurs. Et on peut encore moins prétendre qu'il vaudrait mieux d'abord « balayer devant sa porte », s'occuper des problèmes des seuls Français. De telles idées, nourries notamment par l'extrême droite, ne feraient qu'aggraver la situation.

Ce dont il faut prendre conscience c'est de la globalisation d'un certain nombre de problèmes et enjeux, qui va de pair avec la mondialisation. L'économie politique de la mondialisation fait référence à ces problèmes à travers la notion de « biens communs mondiaux ». Le nombre de ces biens s'élargit : ils recouvrent la lutte contre la pauvreté et les inégalités, l'accès à l'énergie, à l'eau potable, aux soins de santé et à l'éducation, le réchauffement climatique, la pollution de l'air et de façon plus générale les problèmes écologiques... Mais les effets dévastateurs de l'hégémonie du dollar, de même que la « gestion » de la crise financière, économique et sociale en cours, conduisent aussi, dans une économie globalisée, à inclure la monnaie et la « gouvernance mondiale » parmi les biens communs mondiaux. Enfin, avec la montée de la xénophobie et des tendances nationalistes, accentuée par cette crise, la paix et le désarmement constituent, plus que jamais, des biens communs mondiaux.

Le fait que ces problèmes aient, en dernière analyse, les mêmes causes, pose un enjeu de solidarité, dans l'espace et dans le temps.

Le défi consiste à trouver, simultanément et au travers d'un processus constructif, des solutions aux problèmes du chômage et de la pauvreté en France et plus généralement dans les pays dits « développés », tout en réduisant, dans le même mouvement, les souffrances de milliards d'individus sur cette terre qui n'ont pas suffisamment de moyens pour vivre décemment et faire entendre leur voix.

Comment expliquer, par exemple, aux salariés français qui voient leur entreprise fermée et délocalisée vers tel ou tel pays, que ce ne sont pas les travailleurs de ce pays qui volent leur emploi, mais bien le capital qui choisit de délocaliser la production pour surexploiter les travailleurs de ce pays et accroître sa rentabilité ?

Plus difficile encore : comment bâtir des stratégies de rassemblement, de mobilisation et de lutte à partir de cette communauté d'intérêts des travailleurs ?

...et dans le temps

Selon les projections des Nations unies, nous serons 9 milliards d'êtres humains d'ici 2050. 90% de l'accroissement de la population mondiale se produira dans les pays dits «en développement», mais où une proportion plus ou moins importante de la population connaît déjà de grandes difficultés.

Comment allons-nous nous préparer pour accueillir ces nouvelles générations? Comment allons-nous préparer l'avenir? L'horizon de la vie humaine dépasse largement celui de notre propre existence. Qu'allons-nous léguer à nos enfants? Il s'agit là d'un enjeu de solidarité dans le temps.

La civilisation barbare de marché—fondée sur l'individualisme et l'égoïsme, sur l'illusion d'un *homo œconomicus* qui, en maximisant son propre bien-être, contribuerait à maximiser le bien-être global—n'est pas à même de relever le défi. Le mode de production capitaliste sacrifie l'homme et l'environnement au nom du «principe sacré» de la maximisation des profits, de l'accumulation du capital. Si ce mode de production se poursuit, les difficultés vont se multiplier, accentuant les violences et les conflits. La paix sera menacée.

Il nous faut un autre mode de développement économique et social qui, tout en respectant l'environnement, nous permette de répondre aux besoins immédiats et futurs. Cela porte au devant de la scène la question de l'efficacité globale du système productif, celle du travail vivant, mais aussi, voire surtout, celle du travail mort, du capital. Il s'agit donc d'établir un nouveau mode de production plus économe en ressources naturelles, plus respectueux de l'homme et de l'écosystème.

Une autre civilisation est-elle possible ?

La question ne peut être éludée : la planète terre dispose-t-elle de la capacité à répondre à la demande croissante de la population mondiale, et notamment à celle émanant des «pays émergents» ?

Pour aller au-delà des idées dominantes, les organisateurs du colloque proposent le concept de «développement humain soutenable». Plus précis que celui de «développement soutenable», le concept proposé nous paraît néanmoins de tonalité pessimiste, voire alarmante. Nous préférierions le concept de «développement humain durable» perçu comme un processus permanent de progrès social, d'amélioration du bien-être individuel et collectif.

Selon cette conception, le progrès va de pair avec le développement de la dimension immatérielle de la vie, qu'il s'agisse des parcours de vie personnels ou de l'évolution historique des sociétés humaines. La vie d'un enfant nouveau-né se caractérise surtout par la satisfaction de ses besoins matériels immédiats. La construction de concepts, la pensée construite, les besoins immatériels apparaîtront au fur et à mesure de la croissance de l'enfant, l'en-

vironnement familial—et surtout social—jouant un rôle déterminant dans la formation et la satisfaction de ces besoins immatériels. De même, lorsqu'on vit dans un lointain village d'un pays en développement avec moins de deux euros par jour, c'est la satisfaction des besoins immédiats—la nourriture, le toit, l'eau...—qui détermine et conditionne les comportements.

Évidemment, la question ne se pose pas dans les mêmes termes en France où, grâce notamment à l'existence de services publics et de droits sociaux, les citoyens ont la possibilité de subvenir à leurs besoins matériels immédiats et d'enrichir la dimension immatérielle de leur existence. Pourtant, même en France, avec le développement de la pauvreté et surtout de la grande pauvreté, la question de la satisfaction des besoins matériels immédiats se pose avec plus d'acuité pour une fraction croissante de la population, ce qui la marginalise et l'éloigne de la vie culturelle. C'est bien là une dimension de la crise de civilisation.

Le rôle déterminant des innovations sociales et des progrès technologiques

La question de la capacité de la planète à relever le défi de l'accroissement démographique est récurrente. Jusqu'ici, l'Humanité a pu relever ce défi grâce aux innovations sociales, grâce aussi aux nouvelles technologies permettant d'améliorer l'efficacité des systèmes productifs. Aujourd'hui, serions-nous arrivés aux limites de ces possibilités? Si la question paraît banale, la réponse mérite débat.

Un élément de réponse se trouve dans la crise de civilisation en cours: le système capitaliste, surtout dans sa version la plus brutale, s'oppose aux perspectives d'un développement humain durable.

Mais un autre élément de réponse se trouve dans les mutations technologiques en cours: la «révolution informationnelle» de Paul Boccard, qui ne se résume pas au développement des techniques informatiques et particulièrement de l'Internet. Les événements récents—en 2009 en Iran puis récemment en Tunisie et en Égypte—mettent effectivement en évidence le rôle important des technologies de l'information et de la communication dans la mobilisation des masses. Mais l'enjeu de la révolution informationnelle est autrement plus important.

La révolution informationnelle ouvre la possibilité d'une nouvelle civilisation de par son cœur même, à savoir l'information, c'est-à-dire l'ensemble des connaissances, savoirs et savoir-faire qui sont indispensables pour produire les biens et services nécessaires à la satisfaction des besoins de la société humaine.

Par rapport à tout autre produit échangeable, l'information a cela de particulier que son échange ne prive pas son propriétaire de sa propriété. On peut dès

lors légitimement demander que le prix d'accès à l'information soit inférieur à son coût de production, sortant ainsi d'une logique purement marchande. Ce prix d'accès à l'information devrait même diminuer avec la hausse du nombre d'utilisateurs, augmentant ainsi la possibilité de mieux répondre aux besoins, favorisant l'accès des populations à un nombre plus grand de biens et services. L'information s'apparente donc à un bien commun dont la production et la distribution sont socialement plus efficaces quand elles obéissent à une logique non marchande.

D'où l'enjeu du développement de la sphère non marchande, du secteur et des services publics susceptibles de favoriser l'accès de tous les citoyens aux biens communs. Le combat pour le développement de services publics de qualité, comme la lutte contre les privatisations des entreprises et des services publics, est un combat d'avant-garde.

L'obstacle à surmonter : l'exigence de rentabilité financière du capital

Cette possibilité d'établir une nouvelle civilisation sur la base de nouvelles conceptions de solidarité et de partage se heurte à un obstacle majeur : l'exigence de rentabilité financière du capital, surtout quand la « norme » imposée est celle des capitaux les plus puissants, en l'occurrence les capitaux financiers.

Les exemples ne manquent pas. L'industrie pharmaceutique en est un, sans doute parmi les plus scandaleux. Au nom du risque et des investissements massifs que requièrent la recherche fondamentale et son développement industriel, les laboratoires pharmaceutiques monopolisent l'information et pratiquent des prix exorbitants. Et, pour les mêmes raisons, la recherche, comme le développement et la production, ont pour priorité les médicaments à destination des marchés « solvables ».

Ce cynisme explique l'essence même de la crise de civilisation en cours et met en évidence la nécessité de rompre avec les logiques à l'œuvre.

Des constructions possibles pour un dépassement du capitalisme

L'idéologie libérale et la croyance absolue dans les mécanismes de marché ont pris des coups sérieux avec la crise financière et économique en cours. Cela crée de nouvelles possibilités de mobilisation et de rassemblement pour un nouveau mode de production.

La finalité de la production des biens et services doit être la réponse aux besoins immédiats et futurs. La seule finalité productive défendable : la réponse aux besoins immédiats et futurs.

C'est ce que met bien en évidence la crise en cours. Et c'est à l'aune de cette donnée fondamentale qu'il faut reprendre la question de la capacité de notre planète à répondre aux besoins croissants de la population mondiale.

La façon dont elle est souvent posée paraît tendancieuse. On nous rappelle, à juste titre, que si les Chinois voulaient aujourd'hui vivre comme les Américains, il nous faudrait l'équivalent de quatre planètes terre. Mais quelle conclusion faut-il en tirer ?

Évidemment, le « modèle américain », caractérisé par d'énormes gâchis environnementaux et des gaspillages de ressources naturelles, est à combattre. Mais ces gâchis et gaspillages ne s'arrêtent pas aux frontières des États-Unis. Comment convaincre les Américains, et plus généralement les habitants des pays riches, d'accepter de réduire ces gâchis et gaspillages sans que cela soit ressenti comme une atteinte aux acquis sociaux et historiques ? En outre, la question ne se pose pas dans les mêmes termes pour tous les habitants des pays riches que pour tous ceux des pays pauvres. Il faut tenir compte des différences de statuts sociaux. Ainsi en France, 8 millions d'individus vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté, parmi lesquels un nombre croissant de travailleurs.

Autre dimension du problème : comment convaincre les Chinois, et plus généralement les autres peuples, de se distancier du « rêve américain » ? Et, plus important encore : de quel droit pouvons-nous interdire aux autres peuples d'aspirer à une « vie meilleure » ?

On ne répond pas à ces questions sur la seule base de discours moralisants, voire culpabilisants. Certes, la réponse a une dimension culturelle qu'il va falloir développer. Mais il faut aussi créer des conditions permettant de dépasser les habitudes et les blocages. À titre d'exemple, le développement des transports en commun est indispensable si l'on veut réduire l'usage des voitures personnelles.

Certes, une meilleure vie ne signifie pas plus de nourriture—qui plus est de mauvaise qualité—, plus de voitures—qui plus est polluantes à l'instar des 4 x 4... Ceci précisé, on ne saurait négliger le fait que des milliards d'êtres humains vivent aujourd'hui dans des conditions indécentes. Dire qu'il ne faut pas manger comme les Américains ne doit pas conduire à justifier qu'on doive être et demeurer affamés.

C'est peut-être là que réside ma divergence fondamentale avec les tenants de la thèse de la décroissance, notamment dans sa version la plus simpliste, la plus brutale ; celle qui n'hésite pas, par exemple, à s'opposer à la hausse des salaires, arguant que cela risquerait d'aboutir à plus de consommation, donc plus de dégâts pour l'environnement.

On ne peut répondre aux besoins non satisfaits de la population mondiale en nourrissant simplement l'illusion d'un meilleur partage des ressources et des richesses existantes, sans poser la question fondamentale du mode de production de ces richesses. La question de la répartition est fondamentale ; c'est un enjeu de luttes politiques et sociales. Mais le défi à relever est beaucoup plus important. Il s'agit surtout de produire autrement, plus efficacement, en

faisant des économies de moyens matériels, en réduisant l'intensité d'usage des ressources naturelles, en évitant la dégradation de l'environnement. Cela requiert en outre, une main d'œuvre qualifiée pour mener la recherche-développement, pour élaborer de nouveaux procédés et produits. L'enjeu est donc aussi culturel.

L'indispensable développement des bases productives

Rappelons-le encore : la richesse n'est pas uniquement matérielle. Le progrès social implique la hausse de la dimension immatérielle de la vie des individus et de la société. Il n'en demeure pas moins que la satisfaction des besoins matériels croissants et immatériels de la population mondiale nécessite un développement des bases productives.

L'existence d'une industrie moderne est donc indispensable. Son développement suppose des services de qualité et notamment des services publics en matière d'éducation, de santé, de recherche, de transport, etc. ; et le développement de ces services dépend, à son tour, de l'existence et de la puissance de bases industrielles capables de produire les biens et équipements nécessaires. Cela requiert notamment, entre autres, de plus gros efforts des entreprises privées en matière de recherche-développement et de formation des travailleurs.

De quelques éléments fondateurs d'un nouveau mode de production

La construction d'un mode de production alternatif est un processus. Elle s'opère sur la base des avancées obtenues dans de nombreux domaines grâce à des rassemblements et à des luttes victorieuses.

Il s'agit d'abord d'une *nouvelle conception du travail*, permettant aux êtres humains de s'épanouir dans le travail et non de le subir comme une torture, une obligation imposée. Le concept de « travail décent » élaboré par l'Organisation internationale du travail constitue un point de départ pour atteindre cet objectif. Les concepts de « sécurité sociale professionnelle » et de « nouveau statut du travail salarié », élaborés par la CGT, s'inscrivent dans cette perspective.

Il s'agit également de *nouvelles conceptions de coopérations internationales* fondées sur l'approche des biens communs mondiaux : partage des connaissances, des savoirs, des savoir-faire... pour mieux répondre aux besoins des populations, non pas en fonction de leur solvabilité mais selon le principe de devoir de solidarité.

Il s'agit aussi de relever le défi du *financement de la « production des biens communs mondiaux »*. Dans cette perspective, l'idée d'une taxation internationale des transactions financières gagne du terrain. Au-delà, il s'agit surtout d'utiliser plus amplement et plus efficacement le mécanisme de création mo-

nétaire à l'échelle internationale. Cela pose particulièrement la question de la réforme du Fonds monétaire international et de sa logique de fonctionnement, comme de celle de la Banque centrale européenne, de la Banque européenne d'investissement et d'autres banques de développement régionales.

Il s'agit enfin d'une *réforme profonde des instances de régulations internationales* comme l'OMC, la Banque mondiale.

Pour dépasser le capitalisme, il nous faut des innovations sociales et politiques, fonder *une nouvelle conception de la démocratie* en reposant la question des critères et des mécanismes de définition, d'élaboration et de mise en œuvre des décisions et des choix de politiques publiques, comme des choix de gestion des entreprises.

La crise en cours résulte en effet de l'interconnexion des choix publics et privés, choix aujourd'hui axés sur l'objectif prioritaire de satisfaction des exigences des détenteurs de capitaux, avec pour conséquence une dévalorisation du travail. Une construction alternative pose la question de nouveaux mécanismes et *de nouvelles instances de régulation en faveur des travailleurs et des peuples*, par opposition aux politiques de déréglementation, de libéralisation et de privatisation. Au lieu d'organiser les processus productifs en fonction de la rentabilité exigée des capitaux, les organiser en fonction d'objectifs de long terme et *d'autres critères de gestion* : la satisfaction des besoins, tout en respectant les êtres humains et l'environnement.

Cela suppose une autre conception de la démocratie, donnant plus de poids aux citoyens, non seulement dans la sphère proprement politique mais également au sein même des entreprises. Cela implique un meilleur usage des droits et des pouvoirs existants. Cela suppose également de gagner de nouveaux droits et pouvoirs, du niveau local au niveau mondial.